

Jacques Toubon (UMP) « Avec Angela Merkel, la collaboration franco-allemande continuera »

Alors que la candidate de la CDU/CSU Angela Merkel est en bonne position pour gagner les élections législatives du 15 septembre en Allemagne, Jacques Toubon, ancien ministre et Député européen UMP, évoque les conséquences que pourrait avoir cette victoire sur les relations franco-allemandes.

Angela Merkel est en bonne position pour succéder à Gerhard Schröder comme Chancelier en Allemagne. Vous l'avez reçue à Paris en juillet dernier. Quelle impression vous a t'elle fait ?

Depuis quelques années je connais bien Angela Merkel. Elle me donne le sentiment aujourd'hui d'être beaucoup plus confiante et d'avoir gagné une certaine assurance. Elle est aussi beaucoup plus souriante et emploie d'avantage l'humour pour convaincre. Elle a fait beaucoup de progrès. Je suis très confiant quant à sa capacité à gagner ces élections.

La CDU est très opposée à l'adhésion de la Turquie à l'UE. Une victoire d'Angela Merkel peut-elle avoir des conséquences sur l'ouverture des négociations avec ce pays en octobre prochain ?

Il faut rappeler que lors de l'ouverture de ces négociations le 03 octobre, Angela Merkel, si elle sort vainqueur des élections du 15 septembre, ne sera encore que le chef de l'opposition allemande. Elle ne sera intronisée Chancelier qu'au début du mois de novembre au plus tôt. Une victoire de la CDU n'aura donc aucune influence sur l'ouverture de négociations avec la Turquie. Par contre, je pense qu'à long terme le Gouvernement Merkel pèsera beaucoup plus, durant ces négociations, pour que l'on ne s'oriente pas vers une adhésion pleine et entière mais plutôt vers la formule d'un « partenariat privilégié » entre l'Union européenne et la Turquie. Cette formule est un point d'accord important entre la CDU/CSU et l'UMP.

Durant la campagne, elle a aussi dit qu'elle souhaitait que l'Allemagne soit plus tournée vers les pays de l'Europe de l'Est. Craignez-vous en conséquence un affaiblissement d'une relation franco-allemande qui était très étroite avec le couple Chirac-Schröder ?

La politique internationale est devenue très personnalisée. La relation entre Jacques Chirac et Gerhard Schröder a été très forte ces dernières années. On peut penser que l'entente entre Angela Merkel et le Président de la République, au moins dans un premier temps, ne sera peut être pas aussi forte. Mais elle se renforcera avec le temps. Sur un plan plus général, je ne crois pas à un affaiblissement de la relation franco-allemande. Angela Merkel s'efforcera sans doute de rééquilibrer la politique allemande vers les nouveaux adhérents de l'Union européenne et tentera de renforcer le lien transatlantique entre l'Allemagne et les Etats-Unis. Mais elle est sait aussi que la relation franco-allemande est l'un des fondements de l'Europe. Le partenariat franco-allemand va se renforcer dans l'avenir, dans le domaine de la politique étrangère mais aussi sur les grands dossiers industriels. Nous avons par exemple en France et en Allemagne des grands groupes concurrents qui ont aussi intérêt à être partenaires pour affronter la situation économique internationale. Nous aurons de plus en plus besoin de cette coopération dans l'avenir.

Les chrétiens-démocrates allemands sont aussi partisans d'une re-nationalisation des aides à l'agriculture. Jacques Chirac ne va t'il pas se retrouver isolé en Europe sur la question de la réforme de la PAC ?

Je pense que les positions de Angela Merkel sur cette question sont surtout des propos de campagne. Dans la réalité, je crois que les choses sont très différentes. Pour assurer la nationalisation des aides à l'agriculture, il faut d'abord avoir de l'argent sur les budgets nationaux. Je ne pense pas que la situation budgétaire de l'Allemagne permette à l'heure actuelle une telle évolution. Les agriculteurs allemands sont en outre très hostiles à ce type de mesure. On peut donc penser le « Gouvernement Merkel » ne fera pas ce qu'a promis la « candidate Merkel » dans ce domaine. Deuxièmement, il y a eu un accord entre les délégations allemande et française sur cette question lors du Sommet européen de juin sur les perspectives financières de l'Union. Les Allemands et les Français continueront à défendre à l'avenir le financement communautaire de la politique agricole. Jacques Chirac a déjà fait un certain nombre de concessions en acceptant que la part des dépenses agricoles, dans un délai de 8 ou 9 ans, passe de 40 à 30% du budget européen. Contrairement à ce que disent les Britanniques, il n'y a donc pas de crispation entre la France et l'Allemagne sur cette question.

Le programme économique de Angela Merkel est aussi très libéral sur le plan économique. Les partisans à droite d'un certain modèle social ne vont-ils pas se faire de plus en plus rare en Europe ?

Angela Merkel durant cette campagne a beaucoup axé son programme sur la création d'emplois et la libération de l'économie. Mais je pense que c'est une évolution qui touche tout le monde. Les fameuses réformes structurelles, dont on parle tant dans la « stratégie de Lisbonne », sont en cours aujourd'hui dans la plupart des pays de l'Union. Les pays avancent seulement selon des rythmes différents. Je ne crois pas à la contradiction entre la préservation d'un certain modèle social « passéiste » et la modernisation libérale de l'économie. Angela Merkel représente finalement une position allemande très traditionnelle dans ce domaine. Le capitalisme allemand a toujours été préoccupé de préserver une certaine dimension sociale, et de favoriser une participation des salariés à la croissance. Ça ne changera pas ! Angela Merkel ne fait qu'accélérer des réformes qui avaient été lancées par le Gouvernement Schröder et qui pour diverses raisons n'avaient pas pu aboutir.